

Des fruiticulteurs au bord de l'asphyxie manifestent contre "une concurrence déloyale"

LANCON-DE-PROVENCE, 11 août 2011 (AFP) -

"Ca, c'est interdit chez nous!" Philippe, 48 ans, producteur de fruits dans les Bouches-du-Rhône, inspecte une poire espagnole ramassée au sol à l'arrière d'un camion italien qui jeudi vient de faire les frais d'un contrôle des agriculteurs en colère.

Avec quelque 200 producteurs qui comme lui subissent une concurrence européenne et en particulier espagnole qu'ils jugent déloyale, Philippe est venu dire sa colère et réclamer "un plan de sauvetage de la profession".

Arrivés en début d'après-midi, les manifestants, massés au péage de l'A7 à Lançon-de-Provence, débusquent très vite un camion frigorifique espagnol plein à craquer de pêches, alors que les leurs ne trouvent pas preneur "à des prix coûtants".

Malgré la tentative de résistance du chauffeur espagnol, dont la femme et les deux petites filles sont apeurées par la violence de l'assaut, le camion est bloqué et les cagettes de fruits forment rapidement une pyramide sur le bitume du péage.

"Vous croyez que ça nous fait plaisir d'emmerder un gars comme ça dans son camion avec sa femme et ses gamins ?", dit Patrick, un producteur de raisin de table du Vaucluse. "C'est un travailleur comme nous, mais on n'a pas le choix, il faut se faire entendre".

Casquette vissée sur la tête, il explique que pendant qu'il manifeste, sa femme est allée négocier à la MSA (mutualité sociale agricole) les 6.000 euros de charges sociales qu'il ne peut pas payer.

Ce fruiticulteur affirme qu'il n'est pas en guerre contre les producteurs espagnols mais contre un système. "Pas simplement les grandes surfaces, mais aussi les intermédiaires, importateurs, grossistes, qui importent des pays du sud des fruits qui n'ont pas de prix (...) et qui peuvent être bradés en toutes saisons."

En quelques minutes, les manifestants arraisonnent quatre camions, et ce sont quelques milliers de pêches, figues et poires espagnoles qui se retrouvent sur la chaussée.

Ils contrôlent la provenance des fruits, la qualité, la maturité et sont dépités en ramassant des fruits durs comme du bois.

"Ca, c'est interdit chez nous. Nous, on ne peut pas vendre des poires d'un calibre inférieur à 60 mm. Celles-ci ne font même pas 55!", dit Philippe, relevant que ses poires à lui, avec un tel calibre, partent pour l'industrie agro-alimentaire à des prix dérisoires, et dénonçant l'usage de produits phytosanitaires interdits en France.

Avec une exploitation de 50 ha dans la région de Noves, dans les Alpilles, il ne s'en sort plus depuis trois ans. Et depuis trente ans qu'il travaille sur le domaine, il n'a jamais connu pareille crise.

"Cette année je vais finir avec une perte record. Mon fils qui a 15 ans veut reprendre la propriété, et franchement je ne sais pas quoi lui conseiller", lâche Philippe la mort dans l'âme.

Pour Claude Rossignol, président de la FDSEA des Bouches-du-Rhône et chef de file de la manifestation du jour, le problème est bien là: "C'est un problème de société. Est-ce que l'on veut encore des producteurs de fruits et légumes dans nos régions ? Est-ce qu'on veut encore des productions de qualité ?"

Il explique que la crise actuelle "est pire qu'en 2009" et réclame une réaction rapide des pouvoirs publics. "Il faut rapidement des aides", dit-il à ses troupes, perché sur un camion, ajoutant qu'il a demandé un rendez-vous sur le sujet au ministère de l'Agriculture pour la semaine suivante.

Jeudi en fin d'après-midi les agriculteurs ont monté un autre "point de contrôle", cette fois-ci à un péage de l'A54 aux portes d'Arles, "contrôlant" trois camions, avant de prendre la direction du péage de Gallargues (Gard).

"On n'est pas des casseurs comme en Angleterre, on se bat pour survivre, c'est tout," dit un jeune fruiticulteur.

hj/cho/sr

Afp le 11 août 11 à 19 05.

Au péage de l'A7 à Lançon, des agriculteurs déversent des cagettes de fruits

LANCON-DE-PROVENCE, 11 août 2011 (AFP) -

Quelque 200 manifestants de la FDSEA ont entamé jeudi au péage de l'autoroute A7 à Lançon-de-Provence une opération de contrôle des camions frigorifiques transportant des fruits et légumes en provenance d'Espagne, a constaté un journaliste de l'AFP.

Les manifestants - au nombre de 150 selon la gendarmerie - ont commencé à contrôler les camions se présentant au péage. En quelques minutes, trois poids lourds, remplis de pêches, nectarines, poires et figues espagnoles, ainsi que d'oranges d'Afrique sud, ont vu leur contenu déversé sur la chaussée.

Surveillés par une cinquantaine de gendarmes, les producteurs ont également mis en place une opération péage libre en ouvrant les barrières aux automobilistes.

"C'est un problème de société. Est-ce que l'on veut encore des producteurs de fruits et légumes dans nos régions ? Est-ce qu'on veut encore des productions de qualité ?", demandait Claude Rossignol, président de la FDSEA des Bouches-du-Rhône, entouré de manifestants venus de ce département mais aussi du Gard et du Vaucluse, et visiblement excédés.

Les producteurs réclament "un plan de sauvetage" pour la filière fruits et légumes, qui selon eux "se meurt dans l'indifférence générale".

Déjà affectés par une chute des ventes liée à la piètre météo estivale et après l'affaire de la bactérie E.coli en Allemagne, ils mettent en cause la concurrence d'autres produits, espagnols notamment, non soumis aux mêmes contraintes et qui écrasent le marché.

Philippe, producteur de poires à Noves (Bouches-du-Rhône), qui ne souhaite pas donner son nom, montrait ainsi une poire espagnole ramassée dans un camion.

"Ca, c'est interdit chez nous. Nous, on ne peut pas vendre des poires d'un calibre inférieur à 60 mm. Celles-ci ne font même pas 55!", dit-il, relevant que ses poires à lui, avec un tel calibre, partent pour l'industrie agro-alimentaire à des prix dérisoires, et dénonçant l'usage de produits phytosanitaires, interdits en France.

hj-hf/cho/sr

Afp le 11 août 11 à 16 34.



FRUITS ET LÉGUMES FRANÇAIS LE GRAND GÂCHIS!

**Des tonnes de fruits et légumes produits en France
pourrissent sur place, car les récolter n'est plus rentable**



PAGES 2 ET 3

LES PRODUCTEURS LAISSENT POURRIR LEURS RÉCOLTES

Agriculture Les producteurs français de fruits et légumes s'enfoncent dans la crise. Face à l'effondrement des prix, ils préfèrent encore abandonner leur récolte que de la vendre à perte.

— MAXIME RICARD

Laurent Ducurtil baisse les bras. Dans ses vergers, près de Nîmes (Gard), où il cultive pêches et nectarines, il renonce à ramasser les fruits. « Je laisse une partie de la récolte sur mes arbres car si je la ramasse je perds de l'argent. En temps normal, j'effectue quatre ou cinq passages dans un verger. Cette année, je ne fais pas les deux derniers. » Des tonnes de fruits et légumes pourrissent ainsi dans le sud de la France, en cette fin de saison angoissée et morose. Un scandale économique, un gâchis absurde : actuellement, le prix des tomates, des melons, des pêches, sont tombés au plus bas et ne permettent plus aux producteurs de vivre de leur travail. Abandonner les récoltes coûte moins cher que de les vendre à perte aux grossistes.

Depuis le mois de juin, les producteurs français, qui s'enfoncent dans la crise et subissent l'effondrement des cours, lancent des signaux de détresse et multiplient – comme hier encore – les manifestations. « Je vends mes pêches entre 0,90€ et 1€ le kilo alors qu'il m'en coûte

presque 1,20€ à les produire. Cela me fait mal au cœur de ne pas récolter. Mais je suis obligé de le faire si je ne veux pas m'endetter », confie aussi Gérard Majoral, agriculteur dans les Pyrénées-Orientales. La crise, ouverte depuis plusieurs années, empire, plus importante que celle de 2009. Cette année-là, les arboriculteurs avaient déjà vu leurs revenus reculer de près de 45% par rapport à la cuvée précédente.

Dégringolade des prix

Sinistres calculs : « J'ai déjà un taux de déchets de 30% sur les pêches, et même jusqu'à 50 ou 60% pour les poires. Ce qui correspond à plus de 20.000€ de pertes pour l'ensemble de mon exploitation. Du jamais-vu en plus de vingt ans de travail », estime Eliane Vercoutre, arboricultrice à Boublon (Bouches-du-Rhône). La filière fruitière n'est pas la seule ébranlée. Selon le relevé du 5 août, publié par le ministère de l'Agriculture, le prix de l'artichaut a dévissé de 49% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Le prix des poires dégringole de 19%, celui des tomates de 29%.

« Mes salades, je les laisse pourrir... »

Les producteurs de légumes doivent donc, eux aussi, renoncer à une partie de la récolte. « Je suis obligé de cueillir mes concombres car sinon la plante crève. Mais je sais très bien que je ne vais pas les vendre. Je ramasse pour tout jeter immédiatement. La bactérie E. coli est passée par là. Les salades, elles, je les laisse pourrir par terre... », assure Angélique Delahaye, exploitante agricole à Saint-Martin-le-Beau (Indre-et-Loire). La bactérie, coup de grâce pour les maraîchers au printemps dernier, n'explique pas tout. Pour tous, les raisons d'une nouvelle saison noire sont multiples.

« C'est une année un peu particulière », atteste Bruno Dupont, président de la Fédération nationale des producteurs de fruits (FNPF). « Si auparavant, on identifiait une seule raison aux crises, cette saison il y en a à foison. » Après le printemps trop sec, l'été exceptionnellement pluvieux a eu un impact sur la consommation. « Les pêches sont un fruit désaltérant, sans chaleur la

demande devient beaucoup plus faible », constate Bruno Dupont. Les conditions climatiques du printemps ont entraîné une maturité précoce des fruits et légumes, arrivant en masse et en même temps sur les étals des marchés. « On s'est retrouvé avec une concordance des calendriers et une très forte demande. Et face à la concurrence de l'Espagne, le marché français n'a pas pu lutter », constate le président de la FNPF.



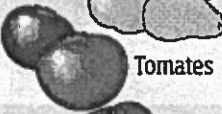



L'impossible combat face aux tarifs pratiqués par les Espagnols et des pratiques jugées déloyales alimentent principalement la colère des agriculteurs (*lire ci-contre*). Depuis plusieurs semaines, les agriculteurs en colère délaissent tracteurs, champs et vergers pour relancer des actions coups de poing et sensibiliser les consommateurs à leur drame économique et humain. Leur terrain d'action : frontières, péages, supermarchés... Certainement, le dernier combat pour toute une partie d'entre eux. Car combien devront tout bonnement arracher leurs vergers? ●

450.000

C'est le nombre de tonnes de pêches produites en France il y a 25 ans contre 250.000 aujourd'hui.

1 million

C'est le nombre de tonnes de pêches produites en Espagne aujourd'hui contre 200.000 il y a 25 ans.

LES PRODUCTIONS SINISTRÉES		
Coût de PRODUCTION au kg		Prix de vente au GROSSISTE
0,35 €	 Concombre *	0,25 €
0,60 €	 Poirs	0,20 €
0,80 €	 Tomates	0,30 €
1,35 €	 Pêches	1,00 €
0,70 €	 Melon *	0,30 €
0,35 €	 Salade *	0,15 €

* PRIX À LA PIÈCE

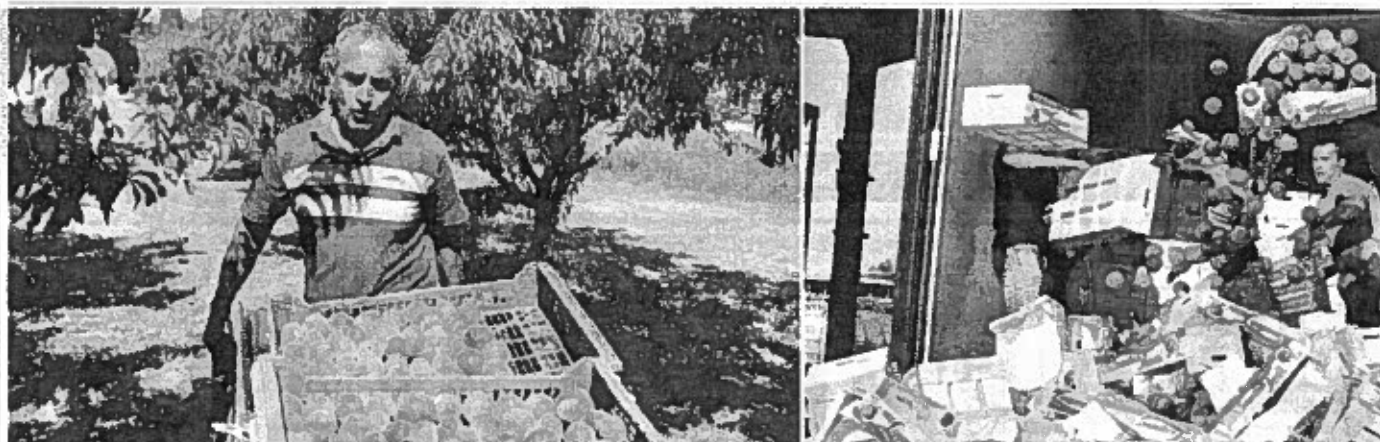
FRANCE-SOIR

Ils réclament un "plan de sauvetage"

Les producteurs français, qui manifestaient encore hier contre l'effondrement des cours, réclament « un plan de sauvetage » pour une filière qui « se meurt dans l'indifférence générale ». Ils rappellent la promesse du président de la République, en visite dans le Vaucluse en juillet, de privilégier les produits européens conformes aux normes de traçabilité : « C'est très bien, mais ce n'est qu'un discours », s'agace Claude Rossignol, président de la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FDSEA)

dans les Bouches-du-Rhône, pointant déjà les conteneurs de pommes et de poires qui arrivent de l'hémisphère Sud alors que la saison va commencer.

Les « marges abusives » en cause
 Plutôt que de jeter leur production, des exploitants du Lot-et-Garonne ont décidé symboliquement d'organiser à Paris, le 18 août, la vente directe de 40 tonnes de fruits et légumes, afin de dénoncer aussi « les marges abusives » de la grande distribution. Les producteurs multiplient aussi les actions coup de poing, comme hier au péage de l'A9 à Gallargues-le-Montueux (Gard) contre des camions espagnols.



Les producteurs français de fruits et légumes subissent l'effondrement des cours et se voient contraints de vendre à perte. Dans le Sud, ils multiplient ces jours-ci les opérations coup de poing contre les camions espagnols.





Les exploitants français asphyxiés par les Espagnols

La concurrence européenne met à genoux la filière française.

— ANTOINE KOWALSKI

« Ça, c'est interdit chez nous. Nous, on ne peut pas vendre des poires d'un calibre inférieur à 60 mm. Celles-ci ne font même pas 55 ! » Cette colère est celle de Philippe, producteur de poires à Noves (Bouches-du-Rhône) qui, avec d'autres producteurs de la FDSEA, a contrôlé hier plusieurs camions chargés de fruits en provenance d'Espagne. Pour lui, ces fruits importés, nourris aux produits phytosanitaires, cassent le marché, avec calibre moindre et prix dérisoires. Philippe, comme d'autres exploitants, est à bout de nerfs. Certains veulent même mettre la clé sous la porte. La faute n'en revient pas seulement à une crise conjoncturelle liée au climat – ou à la crise du concombre et de la bactérie E.



Hier, Lançon-Provence (Bouches-du-Rhône). Des producteurs français participent à une opération de contrôle des camions d'Espagne.

coli – pour eux c'est la concurrence européenne, et en particulier espagnole, qui est en cause. Et ils n'ont pas tort. En France, l'heure de travail est de 12 € quand elle n'est que de 6 € en Espagne, voire de 5 € en Allemagne, où le salaire minimum n'existe pas. Comment faire face à cette concurrence dans un même espace, alors que le coût de la main-d'œuvre représente pour eux 30 à 50% des charges ? Mission impossible. « Comment lutter ? Pour nous le coût de revient d'un kilo de pêche s'élève à

1,35 €. Chez eux, le coût de revient est de 85 centimes ! » se désespère un marchand de Toulon. Comme tant d'autres, l'an prochain, il arrête.

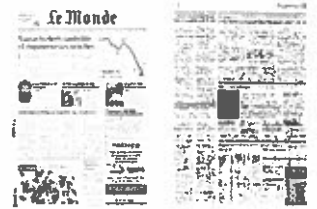
Le rouleau compresseur de Lérida

Madrid, qui a largement bénéficié de l'ouverture du marché européen et des subventions de la politique agricole commune (PAC), a créé de toutes pièces un rouleau compresseur : la province de Lérida, dans le nord-est de l'Espagne, à la frontière française.

A elle seule, elle produit davantage que l'Hexagone. Elle aussi touchée par la crise, elle ne vend plus, elle brade. A 50 centimes le kilo de nectarines, les Français ne suivent plus : en quinze ans, la production s'est écroulée, passant de 550.000 à 300.000 tonnes. A Rungis, 50 à 70% des pêches sont importées...

Ainsi s'éteint la filière française, lasse de lutter contre Bruxelles ou Paris, lasse d'un vain travail de pédagogie auprès des consommateurs qui ne regardent que le porte-monnaie.

La PAC est en cause, parce qu'elle privilégie la quantité à la qualité et favorise la productivité sur l'emploi, poussant à la concentration des exploitations. Ne pas acheter aux producteurs français, c'est ainsi faire le jeu d'une concurrence faussée. Au final ce sont autant d'emplois supprimés, de savoir-faire oubliés et de paysages en friches, au profit de produits à la qualité discutée. ●



Agriculture Colère des producteurs de fruits et légumes

Les producteurs de fruits et légumes du sud de la France ont annoncé vouloir mener de nouvelles actions de protestation, jeudi 11 août, à Sénas (Bouches-du-Rhône). Ils réclament au gouvernement un plan de sauvetage pour la filière, qui, selon eux, « *se meurt dans l'indifférence générale* ». « *Les cours se sont effondrés et nous avons une crise sans précédent* », a déclaré Claude Rossignol, président de la FDSEA des Bouches-du-Rhône. - (AFP)



Fruits et légumes: SOS des producteurs

Les producteurs de fruits et légumes du sud de la France annoncent de nouvelles actions de protestation, réclamant au gouvernement « un plan de sauvetage » pour la filière, qui selon eux « se meurt dans l'indifférence générale ».

« Les cours se sont effondrés et nous avons une crise sans précédent, c'est la Berezina la plus complète », affirme hier Claude Rossignol, président de la FDSEA des Bouches-du-Rhône, qui s'alarme du « drame économique et social qui s'annonce dans nos campagnes ». Selon lui, au marché de gros de Châteaurenard hier, des producteurs locaux cédaient leurs tomates à perte, à 30 cents le kilo, alors que le coût de production s'élève à 80 cents. Les agriculteurs, déjà affectés

par une chute des ventes en raison de la météo peu clémente cet été et après l'affaire de la bactérie E. coli en Allemagne, mettent en cause la distribution et la concurrence des produits espagnols notamment.

Alors que la saison des pommes et des poires commence, « les chambres frigorifiques sont déjà pleines de produits de l'hémisphère Sud », s'indigne M. Rossignol. « Nous alertons les pouvoirs publics », poursuit-il, évoquant la visite dans le Vaucluse en juillet de Nicolas Sarkozy « il a dit qu'il fallait privilégier les produits européens et pour lesquels il y a traçabilité. C'est très bien, mais ce n'est qu'un discours! » La FDSEA et les Jeunes Agriculteurs des Bouches-du-Rhône devaient se retrouver cet après-midi

à Sénas, pour des actions auxquelles doivent se joindre leurs collègues du Gard et du Vaucluse.

Mardi, des actions coup-de-poing ont eu lieu dans le Gard, les manifestants déversant au péage de l'A9 à Gallargues-le-Montueux des produits espagnols transportés par des camions ou s'en prenant à une plateforme de Lidl. En juillet, des agriculteurs de la région avaient déjà exprimé leur mécontentement, versant des caisses de pêches devant le consulat d'Espagne à Perpignan ou s'en prenant à des camions.



Fruits et légumes. Les producteurs passent à l'action

Les maraîchers du sud de la France réclament un plan de sauvetage au gouvernement. De nouvelles actions sont prévues aujourd'hui.

Les producteurs de fruits et légumes du sud de la France ont annoncé, hier, de nouvelles actions de protestation pour aujourd'hui. Mardi, ils avaient déversé, au péage de l'autoroute A9 de Gallargues-le-Montueux, des produits espagnols transportés par des camions ou s'en étaient pris à une plateforme de Lidl. Ils réclament au gouvernement «un plan de sauvetage» pour la filière qui, selon eux, «se meurt dans l'indifférence générale». «Les cours se sont effondrés et nous avons une crise sans précédent, c'est la Berezina la plus complète», a affirmé, hier, Claude Rossignol, président de la Fédération

départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) des Bouches-du-Rhône.

Météo, E. coli et concurrence espagnole

Les agriculteurs, déjà affectés par une chute des ventes en raison de la météo peu clémente de cet été et après l'affaire de la bactérie E. coli en Allemagne, mettent notamment en cause la distribution et la concurrence des produits espagnols.